

N° 26

septembre - octobre

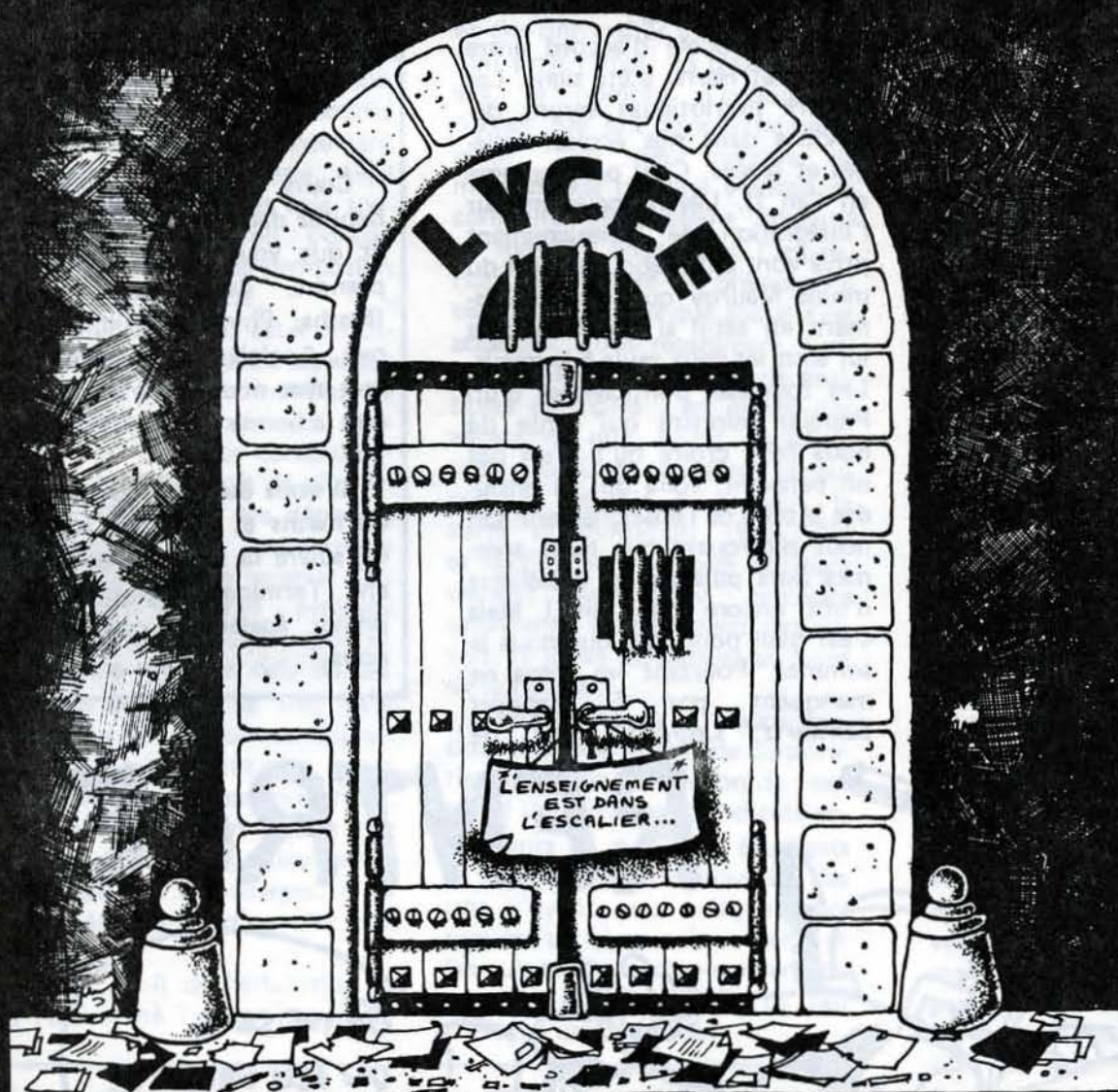
1983

sup. à «Royaliste» 386

Prix 3 F

royaliste

université=



LA RENTRÉE DANS LES COLLÈGES ET LYCÉES

Banale cette rentrée, presque habituelle. D'un côté un ministre qui vous affirme que tout s'est bien passé, de l'autre une opposition qui déclare le contraire, oubliant qu'il n'y a pas si longtemps elle tenait le langage qu'aujourd'hui elle incrimine. Comme chaque année des voix indignées se font entendre. Les lycéens n'ont plus d'orthographe, ne savent plus parler français. L'histoire n'est plus apprise dans les écoles et les lycées, et l'on ne manque pas de s'en émouvoir en haut lieu. Et puis le traditionnel malaise enseignant. Tenons-nous le pour dit, nous n'intéressons plus nos professeurs, comme aime à le dire lui-même Maschino (1). Il n'est pas le seul d'ailleurs à le dire. «Les Nouvelles (littéraires)» (2) s'en sont fait l'écho dans leur enquête sur les enseignants dans le Nord, ou plutôt sur ceux que l'on y envoie. Ils en ont assez des corons et des mines du plat pays, ils habitent trop loin et ils fulminent contre ces gens du nord qui ne veulent pas être enseignants. La vocation se perdrait-elle ? Et pourtant les lycéens du nord ont bien le droit d'étudier ! Mais le feu sacré n'est plus là, on ne sort plus les adolescents de la misère, on ne les guide plus sur les chemins de la liberté, on exécute la corvée quo-

tidienne. Où est-il le fier instituteur posant au milieu de sa classe que nous montre le «Magazine-hebdo» (3) (Non pas Mitterrand, celui de la page 64). Il est assis fièrement, entouré des crânes ra-Jules Simon : «Le peuple qui a les meilleures écoles est le premier peuple. S'il ne l'est pas aujourd'hui, il le sera demain.» Ce vieux Jules : toujours optimiste ! Heureusement qu'il est là. Mais notre gouvernement populaire, démocrate, progressiste, de gauche, va nous sauver.

Un protocole d'accord entre Savary et Hernu a été signé. Les valeurs patriotiques seront défendues dans nos écoles, collèges et lycées. C'est parti comme en l'an II. Les négociations sur l'intégration de l'enseignement privé vont enfin aboutir, c'est du moins Mauroy qui le dit. Comment en est-il si sûr ? Dieu et lui sont les deux seuls à le savoir. Les fougades politiciennes d'un Premier ministre qui tente de nous faire croire qu'il n'est pas un paravent, voilà qui va résoudre la crise de l'enseignement. On nous rétorquera que nous sommes durs puisque les socialistes n'ont encore rien fait ! Mais c'est bien pour cela que nous le sommes. Pourtant les idées ne manquent pas ! Rapport Schwartz, Legrand, Prost, de

Peretti, on n'a jamais autant émis d'idées en vain depuis deux ans. Quand aux syndicats du secondaire, ils évitent de penser, j'ai ouï dire que cela fatigue. Rentrée banale donc dans les lycées... On bourre les classes, les lycéens s'ennuient, les profs s'ennuient, les experts écrivent et les ministres dorment ou parlent pour le plaisir... en attendant la rentrée 1984.

Jean-Marie TISSIER

COURS DE MATHS OU DE FRANÇAIS

Cours de rattrapage. Si vous habitez dans la région parisienne, et que vous désirez donner ou prendre des cours payants (Maths, Physique-Chimie, Français, Anglais, etc.), prenez contact avec nous, nous aurons peut être la bonne solution.

Si vous êtes prof de philo ou de maths et que vous acceptiez de suivre la scolarité de lycéens en Terminale (gratuitement), prenez également contact avec nous.



RENTRÉE...

JE ME SENS
UN PEU FAIBLE...

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris
Directeur de la publication : Yvan AUMONT
CCP 18 104 06 N Paris - Abonnement : 12 F
(voir bulletin avec questionnaire en pages 9-10)
imprimé par nos soins.

LA CRISE DE L'ÉTAT - PROVIDENCE

La crise de l'Etat-Providence est un concept que nous avons utilisé de nombreuses fois dans ce journal. Il nous semble bon de préciser ce concept et de montrer ses manifestations au niveau universitaire.

Pour comprendre ce qu'est la crise de l'Etat-Providence, encore faut-il savoir ce qu'est un Etat-Providence. L'Etat-Providence est un système de protection quotidienne tendant à protéger l'individu des aléas de la vie, et à réduire les inégalités. Il est donc fondé sur un idéal de justice. L'exemple-type en est la Sécurité Sociale, qui s'est développée dans la France d'après-guerre ainsi qu'en Angleterre. Mais cela touche aussi l'éducation conçue comme un moyen de promotion sociale et de solidarité.

Pourquoi cet Etat est-il en crise ? Cette crise a deux aspects : d'un côté un aspect financier, de l'autre un aspect social - ou « social ». La part des consommations collectives croît de plus en plus au détriment des dépenses individuelles. Les particuliers voient 45% de leurs revenus - au lieu de 34% en 1974 - prélevés par l'Etat au titre de l'impôt et du système social, et cela du fait de la crise et de la très forte baisse de la croissance économique. Parallèlement, les imposés, surtout les classes moyennes, ont eu l'impression de ne pas profiter des contreparties de cet accroissement de charges, d'où un phénomène d'opacité du système.

Qu'en est-il de l'éducation et de l'université ? On voit que de-

puis la seconde guerre mondiale, le nombre des écoliers et des étudiants a considérablement augmenté, suite au « baby-boom » et aux idées très influentes alors du CNR voyant comme une nécessité un nouveau développement de l'éducation.

Un accroissement considérable de l'appareil étatique en a été une des conséquences, et aussi dans une certaine mesure Mai 1968 réclamant la fin des lycées et des universités casernes; car si l'on avait rempli les classes d'élèves, le nombre d'enseignants n'aurait pas crû proportionnellement, tant par manque de moyens que par une volonté de construire un système éducatif au moindre coût. Avec l'apparition de la crise ce phénomène tant économique que social s'est accentué. Tout récemment, l'actualité nous en a donné de multiples exemples : les grèves des vacataires que l'Etat socialiste avait promis de titulariser (ce qui n'a pas été fait, ou si peu), la carte d'habilitation 1982-1983 et les dotations globales de financement avantageant certaines universités au détriment des autres, la grève de Censier au bord de la faillite...

Les résultats en est l'accentuation d'un phénomène de corporatisme et de dislocation du tissu social universitaire. Syndicats enseignants et syndicats étudiants se boudent le plus souvent, les uns n'ayant pour unique souci que les carrières universitaires et les autres que l'accroissement du nombre des étudiants, ce qui n'est pas une fin en soi.

Une absence totale de solidarité entre les facultés touchées par les restrictions financières et celles qui ne l'étaient pas a contribué à étouffer le mouvement de contestation du début de l'année. Bien peu nombreux sont les étudiants qui se sont solidarisés avec Censier.

Mais comme ces luttes sont néanmoins gênantes, le gouvernement a décidé en période de vacances l'augmentation du ticket Resto-U, de la cotisation étudiante à la Sécurité Sociale et avalisé la hausse des droits d'inscription.

La nouvelle loi d'orientation tient-elle compte de ce phénomène ? Absolument pas. L'Etat, incapable de financer ce qui existe, semble ne pas se poser le problème de savoir comment il financera une « université de masse ». L'UNEF ex-Renouveau avait proposé une loi de programmation financière, ce qui reviendrait à accroître l'influence de l'Etat sur les universités, et à gommer toute possibilité de décentralisation. Dès lors, il est à craindre qu'une sélection par l'échec renforcée soit sous peu à l'ordre du jour, ou qu'une sélection à la sortie du premier cycle ne soit instaurée, si elle est laissée à la discrétion des facultés.

Pour remédier à cela, il faudrait jouer pleinement la carte de l'autonomie, notamment par le biais d'un pluri-financement des universités. Cela devrait favoriser la renaissance d'un tissu social universitaire, ce qui passe certainement par l'émergence d'un nouveau syndicalisme.

Peut-être serait-il alors possible de lutter contre la gabegie financière des facultés, le gaspillage étant roi en ce domaine, comme le rappelait le rapport Fréville et le récent rapport de la Cour des Comptes.

Cela revient à promouvoir une révolution tant au niveau des idées qu'au niveau de l'Etat et des structures sociales. Mais pour cela il faut du temps. Et ne risque-t-il pas de manquer au pouvoir actuel ?



ALORS, LE TCHAD, LE LIBAN,
LE BOEING COREEN, LES
IMPÔTS... ÇA VOUS SUFFIT
PLUS ?
IL FAUT AUSSI QUE VOUS
NOUS PARLIEZ DE LA RENTRÉE...

DÉBAT :

LES REVUES POUR LES ÉTUDIANTS ET LES LYCÉENS :

entreprise positive

OU RÉCUPÉRATION MANIPULATRICE ?

L'expression au sein du monde lycéen et étudiant, loin de s'affaiblir, s'étoffe de jour en jour.

Le cas de la revue «Cactus» en est un exemple : il traduit un désir pour des étudiants, d'écrire pour d'autres étudiants.

Ainsi, de même que l'on retrouve cet exemple dans d'autres groupes de population, ou catégories sociales, le besoin d'un dialogue plus ou moins «interne» se fait ressentir (en dehors de toute atmosphère politique). Les étudiants ne forment pas à proprement parler une «catégorie sociale» - ils sont à la jonction de plusieurs - mais ils ont des comportements communs qui semblent justifier ce besoin de débat «entre soi». Peut-être peut-on ainsi comparer le besoin d'une presse étudiante, avec le besoin d'une presse féminine par les femmes ?

Mais devant le développement d'une presse étudiante plus libre, plus spécifique, il faut se demander à quoi cela correspond.

Besoin réel et profond ? On rejoint ici la question des radios libres par exemple, question qui reflète un aspect de notre société caractérisée par un besoin, de plus en plus vif, de LIBERTÉ, d'indépendance.

C'est implicitement une réaction, même si elle n'est que relative, anticentralisatrice. L'avènement des radios libres comme des revues libres de toutes sortes, si il paraît bienfaisant, ne risque-t-il pas de favoriser une certaine anarchie, qui sous le couvert d'une liberté formelle, favorisera peut-être uniquement les mécanismes du libéralisme économique ?

C'en sera alors rapidement fini de la liberté intellectuelle, et les

revues étudiantes ne seront plus que des supports publicitaires pour faire acheter des produits de grande consommation. (Il en est ainsi des journaux féminins que nous évoquions tout-à-l'heure).

Mais si certaines revues qui apparaissent dans le milieu étudiant entretiennent une entreprise personnelle égoïste, d'autres méritent au contraire notre attention car sont, à notre sens, un apport bénéfique aux échanges inter-étudiants.

Nous parlerons au cours de cette année des principales, en donnant à chaque fois notre avis et en sollicitant le vôtre. Un débat récapitulatif pourrait être organisé lors d'une session d'étude prochaine.

«L'ÉTUDIANT»

Véritable «chef d'œuvre de marketing», cette revue fondée il y a quatre ou cinq ans vise un public lycéen et étudiant. Mais, incontestablement, c'est aux lycéens de Terminale qu'elle s'adresse en priorité.

Les objectifs de «L'Étudiant» sont de s'implanter dans le milieu étudiant et lycéen en l'informant sur tout ce qui se passe dans l'enseignement supérieur.

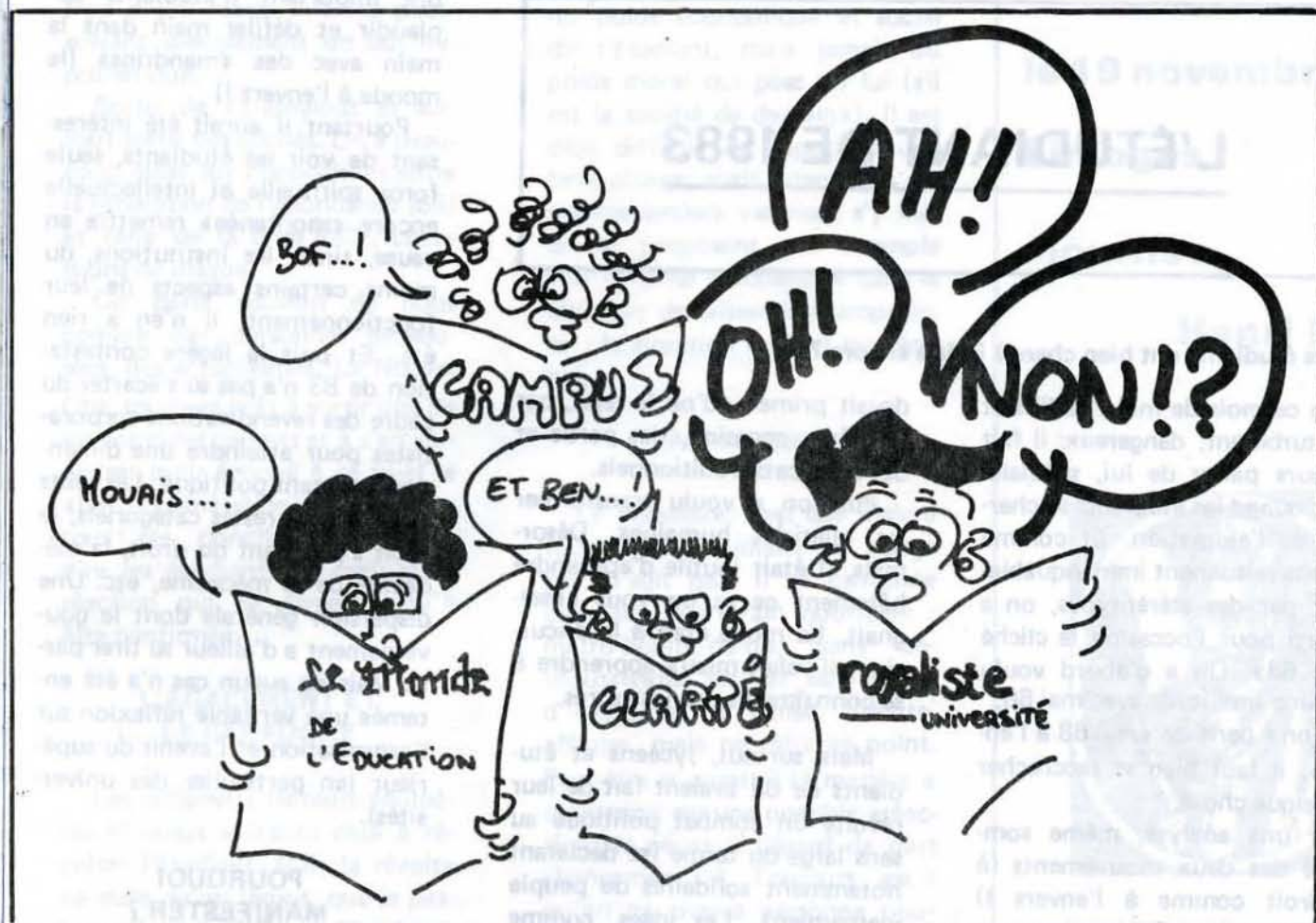
Il semble avoir parfaitement atteint son objectif. En effet,

véritable «S.V.P.» mensuel, «L'Étudiant» trouve des réponses à tout ce qui peut concerner la vie de son public.

Répondant aussi bien aux questions qui se posent ses propos de toutes les études qu'il est possible d'entreprendre après le bac, aux questions qui s'imposent à ceux que le goût du voyage, de l'initiative et de l'aventure stimule, qu'aux problèmes auxquels se heurtent ceux qui veulent profiter de leurs vacances pour gagner quelques «ronds» afin de réaliser tôt ou tard un quelconque souhait,

«L'Étudiant» couvre un terrain concret et étendu, et semble porteur d'un intérêt allant croissant.

Les reportages plus précis sur une quelconque expédition ou manifestation y sont rares, cette revue se cantonne dans son rôle d'indicateur, rôle d'ailleurs fort honorable car «L'Étudiant» sert de point de repère et de source d'information pratique pour de nombreux jeunes à qui il offre des informations succinctes, mais qui ont l'avantage de leurs être spécifiquement destinées. Il y a là un



travail de documentation et de tri irremplaçable, fruit d'une entreprise bien organisée. De plus le prix de vente est relativement modique. On ne peut nier l'utilité de cette revue, même si l'on déplore parfois le conformisme du ton, la volonté de suivre les modes et le style des étudiants, sans volonté marquée de permettre des débats ou de faire passer des idées originales. C'est sans doute la rançon du succès de cette entreprise fondée au départ avec de tout petits moyens par une équipe dynamique.

«LE MONDE DE L'ÉDUCATION»

Depuis très longtemps «Le Monde de l'Éducation» n'est plus l'annexe spécialisée du journal «Le Monde» pour le domaine de l'éducation, mais est devenu une revue autonome et étoffée. Il est difficile de comparer cette revue rédigée par de nombreux journalistes professionnels avec

les guides de «L'Étudiants». Le public visé n'est absolument pas le même : beaucoup plus étendu à savoir aussi bien les étudiants que, et surtout, les éducateurs, au sens large.

«Le Monde de l'éducation» a une vocation intellectuelle et veut débattre de tous les problèmes d'éducation.

Ainsi, alors qu'il s'adresse visiblement à une classe d'âge plus avancée que celle des étudiants, ceux-ci ont pourtant tout avantage à s'intéresser à cette revue pour réfléchir avec un certain recul sur leur vie d'«éduqués».

Olivier LESPES

(suite dans les prochains numéros de «R-U»)



UN LIVRE SUR LA N.A.R.

Olivier Lespès, lycéen, est l'auteur d'un livre sur l'histoire de la N.A.R. qui paraîtra en décembre prochain.

Vous pouvez commander ce livre dès aujourd'hui en bénéficiant du prix spécial de souscription (55 F au lieu de 70 F).

Bon de commande

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

commande le livre d'Olivier Lespès et verse pour cela 55 F à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris (chèque bancaire ou postal ou mandat postal).

à retourner à «Royaliste» 17, rue des petits-champs 75001 Paris.

L'ÉTUDIANT DE 1983

Les étudiants ont bien changé ! Mais encore ?

Ah ce mois de mai ! Qu'il soit joli, turbulent, dangereux; il fait toujours parler de lui, spécialement quand les étudiants se chargent de l'animation. Et comme les gens raisonnent immanquablement par des stéréotypes, on a ressorti pour l'occasion le cliché «mai 68». On a d'abord voulu voir une similitude avec mai 68, puis on a parlé de «mai 68 à l'envers»; il faut bien se raccrocher à quelque chose.

Or une analyse, même sommaire des deux mouvements (à l'endroit comme à l'envers !) montre bien qu'on ne peut vraiment les comparer. Mais alors, qu'est-ce qui fait courir l'étudiant du 24 mai ?

LE MYTHE

Mai 68, cela a commencé par un rejet de toutes les formes d'autorités : parents, profs, patrons, Etat. C'était l'action qui

devait primer : d'où le rejet, par la même occasion, des partis et des syndicats traditionnels.

Puis on a voulu transformer les relations humaines. Désormais, il était inutile d'apprendre bêtement ce qu'on vous enseignait. La mode était à la discussion, il valait mieux apprendre à se connaître les uns les autres.

Mais surtout, lycéens et étudiants de 68 avaient fait de leur révolte un combat politique au sens large du terme (se déclarant notamment solidaires du peuple vietnamien). Les idées, comme la contestation, portaient tous azimuts.

Retrouve-t-on quelques unes de ces idées dans le mouvement de 83 ? A première vue, il ne le semble pas. Il n'a jamais été question d'une révolte contre l'Etat (quelques slogans contre Mitterrand ont fusé, mais cela n'a rien à voir). De plus, on a vu un nom-

bre important d'étudiants applaudir et défiler main dans la main avec des «mandrins» (le monde à l'envers !)

Pourtant il aurait été intéressant de voir les étudiants, seule force spirituelle et intellectuelle encore «spontanée» remettre en cause, sinon les institutions, du moins certains aspects de leur fonctionnement; il n'en a rien été. Et puis la légère contestation de 83 n'a pas su s'écarter du cadre des revendications corporatistes pour atteindre une dimension vraiment politique. Les mots d'ordre sont restés catégoriels; le droit s'occupant du droit, la médecine de la médecine, etc. Une dispersion générale dont le gouvernement a d'ailleurs su tirer parti. Mais en aucun cas n'a été entamée une véritable réflexion sur l'organisation et l'avenir du supérieur (en particulier des universités).

POURQUOI MANIFESTER ?

Nous l'avons dit : pour préserver des intérêts particuliers. Toutefois ne nous leurrons pas : un but aussi égoïste n'aurait pas suffi à faire naître dans bon nombre de facs, cette exaltation caractéristique des «grands moments». La place manque ici pour faire une thèse sur l'étudiant de 83, mais on peut raisonnablement avancer quelques hypothèses.

Tout d'abord l'étudiant manifeste parfois par besoin de manifester, d'adopter une attitude «subversive». Cet «obscur objet du désir», on le perçoit comme on ressent un curieux frémissement de satisfaction lors des premières charges de C.R.S.

Certains non-manifestants ont dû d'ailleurs regretter de s'être tenu à l'écart «du bruit et de la fureur».

Il y a aussi cette envie de sortir de l'anonymat. Les discours officiels balancent de l'étudiant par-ci, de l'étudiant par-là mais

L'ÉTUDIANT DE 83 DÉCLARE :

HA ! NON, NON...

Moi JE SUIS L'ÉTUDIANT
DE 82...



A.S.

c'est tout. On en retire l'impression d'une masse informe poursuivant aveuglément un but hypothétique.

Sortir de l'anonymat et surtout sortir des clichés. On a beaucoup glosé sur l'opposition entre la génération de l'abondance (68) et celle de la crise (83); changeons de disque.

On parle souvent de nous comme des personnes désabusées, des ectoplasmes. Le Nouvel Obs, toujours prêt à sortir une de ses formules gadgets et à s'en gargariser avait évoqué à ce sujet la «bof - génération». «Balayons tous ces poncifs», semblaient dire les étudiants de mai; saine réaction qui ne demande qu'à être confirmée.

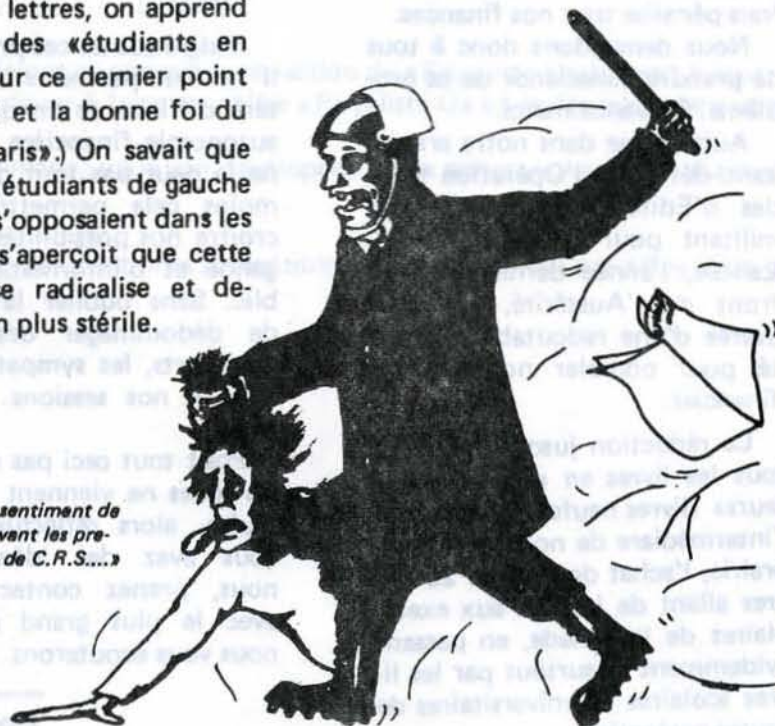
L'AGACEMENT ET LE PARADOXE

Les différents facteurs énumérés ci-dessus suffisent déjà à révolter l'étudiant. Mais la révolte ne dure qu'un temps; que se passera-t-il après ? Il y a fort à parier que subsistera un agacement latent et de plus en plus étouffant.

Plusieurs raisons permettent cette observation.

Le manichéisme politique qui sévit dans la politique nationale rejaillit de plus en plus sur les facultés. On savait qu'il y avait des gauchistes en lettres, on apprend qu'il existe des «étudiants en droite» (cf sur ce dernier point la spiritualité et la bonne foi du «Matin de Paris»). On savait que les syndicats étudiants de gauche et de droite s'opposaient dans les facultés, on s'aperçoit que cette opposition se radicalise et devient de plus en plus stérile.

«...un curieux sentiment de satisfaction devant les premières charges de C.R.S....»



D'autre part, on parle parfois du poids économique et social de l'étudiant, mais jamais du poids moral qui pèse sur lui («il est la société de demain»). Il est déjà difficile de supporter une telle charge; mais quand des apprentis-sorciers viennent s'y mêler et proposent, par exemple une réforme incohérente dans le seul but de laisser leur empreinte : la situation devient intolérable.

PARADOXE

Le paradoxe, c'est que malgré tout cela, l'étudiant ne bouge pas, n'agit pas. Il se cantonne dans son train-train quotidien : métro-boulot-do-do, sans enthousiasme réel et sans esprit d'invention. Il pense, discute, affirme, mais ne réforme point. Peut-être y aurait-il là matière à discussion sur une possible «réaction de peur» à l'égard de tout changement ? Toujours est-il qu'on ne trouve personne pour «penser l'université». En dernière limite, les journaux désireux d'approfondir le débat doivent ressortir des tiroirs des Cohn-Bendit ou des Alain Geismar qui ne démontrent qu'une chose : leur total déphasage vis-à-vis du mouvement étudiant.

L.G.

le 19 novembre à Limoges : «journée

Henri III»



Comme l'an dernier, les jeunes royalistes de Limoges organisent une grande

JOURNÉE ROYALISTE
(salle J-P Timbaud
derrière l'hôtel de ville
de Limoges)

CONCERT

BUFFET FROID

CONFERENCE DE PRESSE

**CONFERENCE
HISTORIQUE**

STAND DE LIVRES
dédicaces d'ouvrages
par leurs auteurs

**EXPOSITION SUR LA
POÉSIE AU
MOYEN AGE**

Etc, etc.

Avec la participation de
Bertrand Renouvin et Laurent
Bourdela, de «Renaissance du
Vieux Limoges», d'associa-
tions amies ...

D'UNE SESSION A L'AUTRE

Proposée au cours de la session de Montgeron (82), l'idée d'autonomie financière du mouvement étudiant fait son chemin. A Ligny-le-Ribault, quand sonna l'heure du premier bilan, la surprise fut grande de voir qu'en un an nous avons réussi, si ce n'est à combler toutes les dépenses occasionnées par une vie militante intense, du moins à réduire notre dépendance budgétaire à l'égard du mouvement d'un montant global de 30%, tout en accroissant le total de nos dépenses.

Issu des fermes résolutions prises à la session de Montgeron, ce résultat, impensable l'année dernière n'est dû qu'au militants. Car il est fondé uniquement sur leur bonne volonté. Le financement de notre mouvement ne bénéficie pas de subventions extraordinaires. Ici pas de mécènes.

BILAN

Mais malgré cet encouragement, il faut tout de même remarquer que la situation reste préoccupante. De tous les frais inhérents à la bonne marche du mouvement étudiant, les frais d'envoi des circulaires et des journaux, les frais d'impression des affiches et des autocollants sont ceux dont nous sommes le plus tributaires et qui pèsent le plus lourd dans notre budget. Néanmoins, grâce au matériel offset de la NAR, nous tirons nous-mêmes le journal et son coût est réduit au maximum. A ce propos, précisons que de la

POUR COMMANDER VOS LIVRES

Téléphonez à un correspondant de « Roy-U » que vous connaissez, il vous indiquera le moyen de bénéficier de la meilleure réduction possible sur tous les livres, dans des délais rapides, pensez à grouper les commandes et n'attendez pas le dernier moment.

N.A.R. : 297.42.57

conception à l'envoi, en passant par le tirage, la maquette et la composition, toutes les étapes de la fabrication du journal sont effectuées à titres gracieux par nos militants.

NOS ARMES

Face à ces dépenses, qui ne pourront que croître, les recettes sont bien minces. Pour résoudre ce problème, nous orienterons notre action de rentrée, en ce qui concerne le journal proprement dit, sur deux axes.

Premièrement : les relances de ventes à la criée, notamment à Paris (Gare Saint-Lazare), le mercredi soir, puis par l'apparition d'un nouvel abonnement « Vente à la criée » pour les provinciaux.

Cet abonnement favorisera les ventes en universités et dans les lycées : Par 10 au tarif de 50 F/an (5 parutions) et par 20 (80 F par an). La différence entre le prix de vente et celui de l'abonnement « Vente à la criée » revenant à l'étudiant (ou au lycéen) vendeur.

Notre deuxième axe de bataille sera dirigé vers les personnes recevant le journal gratuitement. S'il est normal que les premiers numéros reçus par un nouveau sympathisant soient gratuits, profiter de cet état de fait et recevoir régulièrement le journal sans frais pénalise trop nos finances.

Nous demandons donc à tous de prendre conscience de ce problème. D'avance merci.

Autre arme dans notre arsenal « anti-déficit » : l'Opération « Soldes d'Editeurs » (contactez un militant pour plus de détails). Lancée, l'année dernière, sur le front de l'Austérité, elle s'est avérée d'une redoutable efficacité pour combler notre déficit financier.

La réduction jusqu'à 10% sur tous les livres en « Soldes d'éditeurs » (livres neufs) a permis, par l'intermédiaire de notre service librairie, l'achat de près de 200 livres allant de la B.D. aux exemplaires de la Pléiade, en passant évidemment et surtout par les livres scolaires et universitaires de toutes catégories.



Pourtant, il est une chose que nous regrettons, malgré le succès de cette opération : en réalité moins d'une vingtaine de nos sympathisants ou militants s'en sont occupés. C'est peu. Alors, mieux que l'année dernière, prenons commande. Pour soi, mais et surtout pour nos camarades, notre classe, etc. Car il ne sert à rien d'avoir des armes s'il n'y a personne pour les utiliser.

A LA RECHERCHE D'IDÉES

Malgré toutes ces propositions, il ne faut pas nous le cacher, il sera difficile de conquérir notre autonomie financière. Mais si on ne le peut pas tout de suite, au moins cela permettra-t-il d'accroître nos possibilités de propagande et d'information du public. Sans oublier la possibilité de dédommager des frais de transports, les sympathisants venant à nos sessions d'information.

Pout tout ceci pas de miracle, les idées ne viennent pas toutes seules, alors réfléchissons et si vous avez des idées, écrivez-nous, prenez contact, ce sera avec le plus grand plaisir que nous vous écouterons.

Xavier BOWN